

DE LA DIPLOMATIE DU CHÉQUIER À LA DIPLOMATIE FLEXIBLE: L'IMPACT DE L'ENGAGEMENT CHINOIS EN AMÉRIQUE CENTRALE SUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE TAÏWANAISE*

Dr. Öğr. Üyesi Emine Akçadağ Alagöz

Istanbul Gelişim Üniversitesi
İktisadi İdari ve Sosyal Bilimler Fakültesi
ORCID: 0000-0001-5430-9298



Résumé

Ce travail vise à analyser le changement de l'approche diplomatique de Taïwan envers l'Amérique centrale et les Caraïbes, l'une des régions les plus importantes pour la reconnaissance internationale de Taïwan, à la suite de l'accession au pouvoir de Ma Ying-Jeou. Dans ce but, d'abord on traite "la trêve diplomatique" entre Taipei et Pékin comme le principal facteur explicatif et on analyse ce changement politique considérable entre les deux pays en utilisant le modèle de Jakob Gustavsson. Ensuite, on examine comment cette trêve a influencé la politique étrangère de Taïwan envers l'Amérique centrale et les Caraïbes. Une attention particulière est accordée sur le passage de la diplomatie du chéquier, débutée aux années 1990 pour conserver ou se faire des alliés à l'aide d'assistances financières, d'investissements et accords commerciaux, à la diplomatie flexible appliquée par le président Ma comme le changement politique le plus significatif à l'égard de cette région.

Mots-clés: Amérique centrale et Caraïbes, Chine, Diplomatie du chéquier, Taïwan, Trêve diplomatique

Çek Defteri Diplomasinden Esnek Diplomasiye: Çin'in Orta Amerika'daki Etkinliğinin Tayvan Dış Politikasına Etkisi

Öz

Bu çalışma, Ma Ying-Jeou'nun iktidara gelmesi sonrası Tayvan'ın, bağımsız bir devlet olarak tanınması açısından en önemli bölgelerden olan, Orta Amerika ve Karayiplere yönelik diplomatik yaklaşımında meydana gelen değişimi analiz etmeyi amaçlamaktadır. Bu doğrultuda, söz konusu çalışma Pekin ile Taipei arasında uygulamaya konan "diplomatik ateşkes" unsurunu temel açıklayıcı faktör olarak ele almakta ve iki ülke arasındaki bu kayda değer dış politika değişimini Jakob Gustavsson'un modeli aracılığıyla analiz etmektedir. Akabinde, söz konusu diplomatik barışın Tayvan'ın Orta Amerika ve Karayiplere yönelik dış politika uygulamalarını nasıl etkilediği ele alınmaktadır. Bu çerçevede, özellikle 1990'lardan itibaren finansal yardımlar, altyapı yatırımları ve ticari anlaşmalar aracılığıyla müttefik kazanma veya halihazırda mevcut olanları koruma amaçlı çek defteri diplomasinden, Başkan Ma'nın iktidara gelmesi sonrası uygulamaya koyduğu esnek diplomasiye geçiş üzerinde durulmaktadır.

Anahtar Sözcükler: Orta Amerika ve Karayipler, Çin, Çek defteri diplomasisi, Tayvan, Diplomatik ateşkes

* Makale geliş tarihi: 21.02.2018
Makale kabul tarihi: 09.11.2018
Erken görünüm tarihi: 04.03.2019

De La Diplomatie Du Chéquier À La Diplomatie Flexible: L'impact De L'engagement Chinois En Amérique Centrale Sur La Politique Étrangère Taïwanaise

Introduction

Après avoir cédé sa place au sein de l'Organisation des Nations Unies (ONU) à la République Populaire de Chine (RPC) en 1971, la République de Chine (ci-après dénommée "Taïwan") s'est trouvée confrontée au problème de reconnaissance internationale. Puisque la RPC et Taïwan ne se reconnaissent pas mutuellement et que le principe "d'une seule Chine" prévaut, ces deux entités sont entrées dans la compétition pour séduire les autres États qui doivent choisir l'un de ces deux pays. La reconnaissance est une condition *sine qua non* pour Taïwan afin de sortir de l'isolement diplomatique que Pékin cherchait à lui imposer et de prendre sa place sur la scène mondiale en tant qu'État souverain. Comme l'indique Ian Taylor "le nombre des pays qui reconnaissent Taïwan est un coup de pouce psychologique pour les Taïwanais qui souhaitent voir leur pays rejoindre la communauté internationale comme un membre égal" (Taylor, 2002: 136). Au cours des années 1970-1980, la majorité de ses alliés a tourné le dos à Taïwan pour préserver de bonnes relations avec la RPC qui a connu une croissance économique considérable. Aujourd'hui Taïwan n'entretient des relations diplomatiques officielles qu'avec 20 États (le Paraguay, dix en Amérique centrale et dans les Caraïbes, six en Océanie, deux en Afrique et le Vatican)¹. C'est pour cette raison que 10 États d'Amérique centrale et des Caraïbes forment le groupe des pays les plus importants pour Taïwan.

* Cet travail a été présenté lors du colloque international "L'Asie et les Amériques aujourd'hui" organisé par l'Institut des Amériques à Paris du 8 au 10 Juin 2016

1 Dix pays en Amérique centrale et dans les Caraïbes: le Belize, El Salvador, le Haiti, le Nicaragua, la Saint Lucie, la République dominicaine, le Guatemala, le Honduras, la Fédération de Saint-Christophe-et-Niévès, Saint-Vincent-et-les-Grenadine.

Six pays en Océanie: la République de Kiribati, la République de Nauru, le Royaume des Îles Salomon, la République des Îles Marshall, le Palau, le Tuvalu.

Deux pays en Afrique: le Burkina Faso, le Swaziland.

En vue de conserver ses relations avec ces pays et d'empêcher un revirement en faveur de la RPC, Taïwan a commencé à pratiquer la diplomatie du chéquier dans les années 1980 en profitant de sa croissance économique débutée pendant les années 60. Jusqu'à l'élection de Ma Ying-Jeou en tant que président de la République en Mars 2008, les différents gouvernements taïwanais ont, implicitement ou explicitement, continué à pratiquer la diplomatie du chéquier envers ses alliés d'Amérique centrale et des Caraïbes. Cependant, cette diplomatie n'a pas pu empêcher le revirement de certains de ces pays qui souhaitaient développer des relations avec la RPC afin de profiter de la construction d'infrastructures d'énergie et de transport ainsi que de l'importante aide au développement chinoise. Le manque d'intérêt et d'attention des États-Unis à l'égard de l'Amérique latine et des Caraïbes suivant son engagement au Moyen Orient après les attentats du 11 Septembre 2001, a ouvert la voie à l'influence chinoise dans cette région, traditionnellement considérée comme "l'arrière-cour des États-Unis". Le succès de la diplomatie pragmatique chinoise, centrée sur la puissance économique dont l'un des objectifs est d'isoler Taïwan, a incité Ma Ying-Jeou à instituer avec Pékin une "trêve diplomatique" qui a inévitablement apporté des modifications remarquables à la conduite de la politique étrangère taïwanaise envers l'Amérique centrale et les Caraïbes.

L'objectif de cette étude est de répondre à la question suivante: Pour quelles raisons et comment l'approche diplomatique de Taïwan envers cette région a-t-elle changé à la suite de l'accession au pouvoir de Ma Ying-Jeou. Pour répondre à cette question, on traitera d'abord les facteurs qui ont incité l'administration de Ma Ying-Jeou à conclure la trêve diplomatique puis qu'elle constitue la variable indépendante principale pour comprendre la modification de l'approche diplomatique de Taïwan envers l'Amérique centrale et les Caraïbes. Dans ce but, on utilisera l'approche de Jakob Gustavsson qui explique les changements de politique étrangère en utilisant sa modèle à trois étapes (Gustavsson, 1998: 20). Selon lui, les sources d'un changement de politique étrangère sont de deux ordres: il y a les facteurs internationaux et les facteurs nationaux. Il ajoute que ces facteurs sont à diviser en deux dimensions: la dimension politique (relations politiques et militaires/parties politiques et opinion publique) et la dimension économique (relations économique et commerciales/développement de l'économie nationale). Ces deux facteurs constituent "les conditions structurelles fondamentales", la première étape du modèle de Gustavsson. La deuxième étape implique la perception individuelle des décideurs politiques sur la nécessité du changement en politique étrangère. La dernière se réfère à une crise qui peut pousser les dirigeants à faire un changement rapide de politique étrangère.

En excluant cette dernière étape qui n'offre pas une piste explicative pour cet étude, on abordera la montée en puissance de la Chine, l'impact de l'engagement chinois en Amérique centrale au détriment du Taïwan et la situation économique de Taïwan en tant que les conditions structurelles, ainsi que l'influence du leadership de Ma Ying-Jeou dans la conduite du changement pour expliquer la décision de la trêve diplomatique avec la Chine continentale. Ensuite on examinera comment cette trêve a influencé l'approche de la politique étrangère de Taïwan envers l'Amérique centrale et les Caraïbes avec une attention particulière sur le passage de la diplomatie du chéquier à la diplomatie flexible. Une telle étude nous permettra de comprendre non seulement les différentes approches diplomatiques de Taïwan envers l'Amérique centrale et les Caraïbes dans le cadre de la concurrence entre la RPC et Taïwan dans cette région, mais aussi la feuille de route de Taipei pour ne pas être isolé par Pékin sur la scène internationale.

1. La Question de la Reconnaissance de Taïwan

A la suite de la Guerre sino-japonaise (1894-1895), la Chine a cédé Taïwan à l'Empire du Japon. Cette île a donc été régnée par les Japonais jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Suivant la capitulation du Japon en 1945, le parti nationaliste chinois (Kuomintang)² a pris le contrôle de l'île en signant un accord avec les États-Unis. Mais la victoire des communistes de Mao Zedong et la création de la République Populaire de Chine a poussé les nationalistes à s'exiler à Taïwan. La population chinoise arrivée en 1949 représente 15 % de la population totale de l'île, cependant, le Kuomintang sous le leadership du maréchal Tchang Kai-chek a pris le contrôle de l'île et recréé la République de Chine en 1950. L'éclatement de la guerre de Corée en 1950 a mis un terme aux ambitions des communistes d'invalier l'île, puisque les États-Unis ont envoyé sa 7^e flotte afin de défendre Taïwan contre la menace communiste. Les accords de défense mutuelle ont été signés entre Taipei et Washington en 1954, rendant possible le stationnement des troupes américaines à Taïwan.

La conjoncture internationale était plutôt favorable pour le maréchal Tchang Kai-chek jusqu'en 1971. La majorité des pays l'a soutenu comme seul représentant officiel de la Chine sur la scène internationale. Par exemple, à l'exception de Cuba, presque tous les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes possédaient de bonnes relations avec Taïwan. Entre 1950-1971 plusieurs facteurs ont contribué à l'obtention des alliés diplomatiques par Taïwan comme la

2 Créé par Sun Yat Sen, ce partie a gouverné la Chine à partir de 1928 jusqu'à la prise de pouvoir par les communistes en 1949.

reconnaissance diplomatique par les États-Unis, l'anticommunisme, l'approche révolutionnaire de la RPC en termes d'affaires internationales et le programme d'aide étrangère de Taïwan destiné aux pays en développement. Yu Sang Wang note que “ plusieurs gouvernements dans cette région étaient anticommunistes et suivaient l'exemple de Washington en reconnaissant Taïwan au lieu de la RPC ” (Wang, 1990: 155-156).

Le rapprochement entre Washington et Pékin à la suite de la rupture sino-soviétique a entraîné un renversement de la situation en 1971. Le processus de la normalisation des relations entre les États-Unis et la RPC a engendré un effet de domino et la majorité des États a reconnu la RPC au détriment du Taïwan. De plus, les membres de l'ONU ont voté l'entrée de la RPC comme représentant unique et légal de la Chine à l'ONU en lieu et place de Taipei. 44 États ont rompu leurs relations avec Taïwan entre 1971-1979 (Wei, 1993: 2). À la suite de la perte de son siège à l'ONU, Taipei a également perdu son siège au sein des autres institutions comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

Au cours des années 1970, Taïwan a continué à suivre la politique de “ ne pas vivre ensemble avec la régime communiste sous le même ciel ” (Hickey, 2007: 12). C'est-à-dire, si un pays opte pour reconnaître Pékin, Taipei romprait ses relations diplomatiques avec ce pays. De même, si une organisation internationale accepte la RPC comme membre, Taïwan se retirerait de cette organisation. On peut donc dire que Taïwan appliquait la politique “ d'une seule Chine ” qui causerait la perte de sa légitimité internationale en tant que pays indépendant. Après la mort de Tchang Kai-chek en 1975, Taïwan a adopté une approche plus flexible dans la politique étrangère. Le nouveau président Tchiang Ching-kuo a essayé de remplacer les relations officielles par des relations à caractère substantif ou non officielles. Afin d'atteindre cet objectif, il a donné une importance particulière à la communication interpersonnelle et au programme d'aide étrangère. Il faut rappeler qu'à la fin des années 80, Taipei maintenait des relations avec seulement une vingtaine de pays.

Le succès le plus important de cette période était l'établissement d'une relation forte (même si non officielle) avec les États-Unis. Conformément au *Taiwan Relations Act* (la loi du Congrès américain qui définit les relations entre les deux pays, après la reconnaissance de la RPC), les États-Unis maintiendront les relations commerciales, culturelles et économiques avec Taïwan par des moyens non-gouvernementaux, puisque Washington a reconnu “ le gouvernement de la RPC comme l'unique gouvernement légal de la Chine ” (People Daily, 2002). Les deux pays ont décidé d'ouvrir des ambassades de facto. D'autre part, par le *Taiwan Relations Act*, Washington a indiqué son opposition à toute modification unilatérale du statu quo (soit par l'annexion de Taïwan par la RPC, soit la sécession de jure de Taïwan). En assurant la continuité d'une

relation établie entre les États-Unis et Taïwan, cet accord constitue également la base légale de la vente d'armes des États-Unis à Taïwan qui est toujours un sujet de discordance dans les relations sino-américaines.

2. La Pratique de la Diplomatie du Chéquier

En 1988, Lee Teng-hui a succédé Tchiang Ching-kuo et a continué les réformes démocratiques majeures initiées par son prédécesseur. En 1996, il a organisé la première élection présidentielle au suffrage universel direct, qu'il a largement remportée. Sur le plan international, l'objectif principal de Lee était de briser l'isolement international imposé par Pékin. Afin de gagner de nouveaux alliés diplomatiques et conserver ceux déjà existants, il a mené une politique étrangère active et a commencé à suivre une nouvelle stratégie diplomatique qu'on peut l'appeler "la diplomatie pragmatique". Cette nouvelle diplomatie impliquait le renforcement des relations officielles, le développement des relations non officielles et l'admission dans les diverses organisations internationales (Hickey, 2007: 14). En 1988, le Fonds de Coopération et de Développement International dont l'objectif est d'offrir l'aide au développement ou l'assistance technique aux pays moins développés a été créé. Après avoir reconnu Taïwan entre 1989 et 1990, les Bahamas, la Grenade, le Belize et le Nicaragua ont reçu des prêts ou des dons d'une valeur de 2,5, 10, 50, et 100 millions de dollars respectivement via cet établissement (Lee, 1994: 356-359).

De plus, le dynamisme économique de Taïwan a incité certains alliés diplomatiques de Pékin, tels que l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili et le Mexique à ouvrir des bureaux de représentation commerciale à Taipei entre 1989-1992. En outre, Taïwan a commencé à participer aux Sommets des pays d'Amérique centrale dès 1991 et obtenu la possibilité d'interagir avec les représentants des pays importants d'Amérique latine avec lesquels il n'a pas de relations diplomatiques: comme le Mexique, le Venezuela, et de la Colombie. Il faut ajouter que quand Taipei a fait une demande pour son retour à l'ONU en 1993, cette initiative a été soutenue par ses 7 alliés d'Amérique centrale (le Belize, le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Panama) qui ont proposé d'établir un comité *ad hoc* pour étudier ce sujet. En vue de consolider la coopération entre Taïwan et ses alliés, Lee a proposé de signer une alliance stratégique durant la première réunion des chefs d'État et de gouvernement de l'isthme centre-américain, tenue en 1997 à El Salvador. Par cette alliance, Taipei s'est engagé à intensifier sa contribution financière et technique pour l'intégration de la région et son développement, en échange d'un soutien diplomatique pour se joindre à l'ONU, l'Organisation Mondiale de la

Santé (OMS) et de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) (Exposito, 2004: 8).

Par ailleurs, la position officielle de Taïwan concernant les relations avec la RPC a significativement changé sous le mandat de Lee. Au début, il a continué à adhérer au principe d'une seule Chine comme Tchiang. Après 1991, Lee a commencé à affirmer que Taïwan et la Chine continentale font partie d'une seule Chine et que la RPC n'est pas équivalente à la Chine. Cette politique a suscité la réaction de la RPC et cette dernière a intensifié ces initiatives pour isoler Taïwan sur la scène internationale. Il faut aussi souligner que le changement de paradigme provoqué par la fin de la Guerre froide avait renforcé la position de la RPC sur la scène mondiale au détriment de Taïwan, puisque la menace communiste avait perdu de son importance. Dans cette atmosphère, le soutien américain était un atout crucial pour Taipei. La visite de Lee en 1995 à l'Université de Cornell où il a été diplômé, était une victoire diplomatique majeure pour briser l'encerclement de la Chine continentale. La RPC lui a répondu en tirant des missiles aux larges des côtes taïwanaises pour montrer son mécontentement. Elle l'a répété lors de l'élection présidentielle en 1996 pour faire pression sur les électeurs taïwanais. Washington a envoyé deux porte-avions au large de l'île en vue de montrer son soutien au Taipei. Il est important de noter que malgré cette crise, deux-tiers des Taïwanais étaient favorables au développement des liens diplomatiques avec les autres pays. Ce chiffre s'est élevé à 79% en 1999 (Sobel *et al.*, 2010: 792). Ceci indique le soutien du peuple à la politique étrangère de Lee.

Une fois que la RPC a laissé la crise de Tiananmen derrière lui et commencé à utiliser les outils économiques pour séduire les pays en développement, Lee a entamé à utiliser l'aide étrangère comme un outil de politique étrangère et à suivre "une diplomatie du chéquier", comme son homologue chinois Jiang Zemin. L'objectif de cette diplomatie était de conserver les alliés, se faire des alliés ou renforcer les liens existants à l'aide de sa puissance économique. Cette diplomatie peut être pratiquée à différents degrés, sous forme d'assistance financière, d'investissement en faveur des infrastructures locales, d'aide financière en cas de catastrophe, ou de négociation des accords commerciaux. Par exemple, même aujourd'hui la RPC est souvent critiquée "d'adopter la diplomatie du chéquier en finançant d'énormes projets d'infrastructure pour acheter la bonne volonté des élites dirigeantes, pour s'imposer en Afrique" (Michel et Beuret, 2008: 54). Ce terme a également été utilisé pour décrire la concurrence entre Taïwan et la RPC pour gagner la reconnaissance sur la scène internationale. Pendant plusieurs décennies, ces deux entités rivales ont fait des efforts pour séduire des petits États comme ceux de

l'Amérique centrale et des Caraïbes en échange des aides financières et des investissements.

La diplomatie du chéquier initiée par Lee se basait sur le dynamisme de l'économie taïwanaise. La croissance économique du Taïwan dans les années 60 a permis au pays d'intégrer le groupe des " tigres asiatiques ", avec la Corée du Sud, Singapour et Hong Kong. Grâce à une industrialisation rapide entre les années 1960 et 1990, Taïwan a connu une croissance économique considérable. Il est devenu le cinquième partenaire commercial des États-Unis et la douzième puissance commerciale du monde à la fin des années 1980 (Tsai, 2005: 171). En conséquence, l'avantage commercial était en faveur de Taïwan au cours de la première moitié des années 1990 car c'était en 1994 que le volume du commerce entre la RPC et l'Amérique latine (4 270 millions de dollars) a dépassé celui entre Taïwan et l'Amérique latine (4 200 millions de dollars) (Mora, 1999: 104). De plus, l'administration de Lee a consacré un milliard de dollars au Fonds de Coopération et de Développement International en vue d'offrir l'aide au développement aux pays de l'Amérique latine (Tsai, 2005: 171). Cette stratégie a porté ses fruits à court terme et le gouvernement de Lee a poursuivi ou établi des relations diplomatiques avec divers pays comme la Bélise, la Grenade et le Nicaragua. Il faut noter que l'attractivité du marché chinois et le succès de la diplomatie commerciale de la RPC n'étaient pas efficaces pour séduire la plupart des alliés de Taïwan car ce sont de petits pays ayant peu de capacité à profiter de ces opportunités commerciales.

Bien que le nombre des gouvernements qui reconnaissent Taïwan se soit élevé de 23 à 30, les principaux partenaires diplomatiques de Taïwan -l'Arabie saoudite, la Corée du sud et l'Afrique du sud- ont choisi de reconnaître la RPC durant la présidence de Lee Teng-hui. Ceci a montré que Taïwan ne doit plus considérer sa lutte avec la RPC pour la reconnaissance diplomatique comme un jeu à somme nulle. Taipei a donc établi des relations officielles avec la Grenade qui avait déjà maintenu des relations diplomatiques avec la RPC en démontrant sa volonté de Taipei pour abandonner la politique " d'une seule Chine " et accepter le principe de " double reconnaissance " (Hickey, 2007: 14).

En 2000, Chen Shui-bian est devenu le premier président du pays à ne pas appartenir au Kuomintang. Avec son élection, le Parti Démocrate Progressiste (PDP) a gagné l'élection présidentielle pour la première fois. Étant favorable à une indépendance de jure de Taïwan, la PDP donnait une importance particulière à faire progresser la reconnaissance internationale de l'île. En tant qu'ardent défenseur de la souveraineté de Taïwan contre la RPC, Chen a attiré l'attention sur l'identité distincte de Taïwan par rapport à la Chine continentale en soulignant un Taïwan souverain qui prendra sa place méritée dans la société internationale (Vickers, 2010: 92). Comme réponse au gouvernement chinois qui

avait accéléré l'usage des aides ciblées, Chen a continué à suivre la diplomatie du chéquier (même si ce terme a été rejeté) en prenant en compte le succès de l'administration de Lee en termes de renforcement des relations avec les pays fragiles ou en développement. Par exemple, durant la visite du premier ministre panaméen en 2000, Chen lui a promis une aide de 45 millions de dollars (Johnson, 2005).

Au cours de sa campagne présidentielle en 2006, Daniel Ortega a affirmé que s'il était élu, il romperait les relations diplomatiques entre le Nicaragua et Taïwan et reconnaîtrait la RPC. Après l'accession au pouvoir d'Ortega, le gouvernement taïwanais a commencé à faire un effort particulier pour maintenir ses relations officielles avec ce pays. Chen a visité plusieurs fois son homologue nicaraguayen en 2007 et 2008. Taïwan a fait un don de 30 millions de dollars pour la construction d'une centrale thermique afin d'aider à soulager la pénurie d'énergie du Nicaragua (Liu, 2008). Le gouvernement taïwanais a fourni 1,1 millions de dollars à ce pays pour le projet de lutte contre la faim (La Jornada, 2007). De plus, les compagnies taïwanaises étaient les plus grands investisseurs du parc industriel au Nicaragua. Par conséquent, Ortega n'a pas changé de camp, mais il n'a pas non plus fermé la porte à la RPC en visant à établir des relations économiques avec ce pays sans la reconnaître.

Le Panama, l'un des alliés diplomatiques les plus importants pour Taïwan, du fait de son impact géopolitique et commercial, était aussi la cible des initiatives économiques de la RPC. Afin d'empêcher un revirement possible du Panama sous l'influence chinoise, Taïwan a significativement intensifié ses investissements envers ce pays (Office of the President, 2002).

Les aides financières et les investissements bien ciblés ont permis à Taïwan de maintenir ses relations diplomatiques avec ses alliés de l'Amérique centrale et des Caraïbes contrairement aux efforts de la Chine continentale pour les persuader de changer de camp. Tupeni Baba, homme politique fidjien, souligne que " la RPC est un acteur important sur la scène internationale, mais quant à la construction des ponts, des puits d'eau et de la canalisation d'égout, l'approche locale de Taïwan est plus séduisante pour les hommes politiques locaux " (Hickey, 2007: 15). Néanmoins, il faut noter que Pékin a un autre atout à utiliser pour obliger les pays concernés à changer de camp : son poids politique au sein de l'ONU. La RPC n'a pas hésité à mettre un terme à l'opération de maintien de la paix en Macédoine, pays ravagé par la guerre, après la décision de la Macédoine de reconnaître Taïwan en 2001 (Lewis, 1999). Il faut rappeler qu'en 1996, Pékin avait menacé d'opposer son veto à la prolongation de la mission de paix de l'ONU en Haïti, en raison de la présence de la vice-présidente de Taïwan durant la journée d'investiture de René Préval (Wang, 2010). Chen a donc adopté

une politique étrangère à profil bas et non-provocatrice, et concentré ses efforts sur l'aide étrangère.

Bien que Taïwan ait pu maintenir des relations officielles avec un petit nombre de pays, il a ouvert 92 bureaux de représentation dans 59 pays pour conduire des relations non-officielles. Aujourd'hui les missions diplomatiques de Taïwan fonctionnent sous une grande variété de noms comme le bureau de représentation de Taipei, l'office économique et culture de Taipei, la mission commerciale de la République de Chine, etc. Les gouvernements étrangers ont également établi des organisations homologues d'une manière réciproque. De plus, le président Chen a rendu plusieurs visites aux États-Unis et aux pays de l'Amérique centrale pour renforcer les liens. Une autre importante démarche de l'administration de Chen était l'adhésion aux organisations intergouvernementales et aux ONG importantes. Taïwan est devenu membre de l'Organisation mondiale du commerce et de l'Organisation mondiale des douanes en 2002. Dans la même année, il a commencé à faire des démarches pour obtenir le statut d'observateur auprès de l'Organisation mondiale de la Santé. Taïwan est également devenu membre de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique et de la Banque asiatique de développement au cours de sa présidence.

Toutefois, ses 5 alliés parmi lesquels se trouvent le Costa Rica, la Grenade et la Dominique ont tourné le dos à Taïwan. Le Nicaragua, le Panama et le Haiti se sont abstenus lors du vote sur l'entrée de Taïwan à l'Assemblée Mondiale de la Santé durant le mandat de Chen (Ching, 2007). À part l'isolement accru de Taïwan, provoqué largement par la politique étrangère très offensive de Chen, les scandales financiers concernant sa personne et sa famille, l'augmentation des écarts de revenus ont même découragé les partisans de l'indépendance et causé la défaite de Chen lors de l'élection de 2008 (Vermander, 2009: 305).

3. La Trêve Diplomatique avec la Chine

L'élection de Ma Ying-Jeou en tant que président de la République en Mars 2008, marquant le retour au pouvoir du Kuomintang après huit ans d'opposition, était un tournant non seulement de la démocratie taïwanaise, mais aussi de la politique étrangère de Taïwan. Après avoir accédé au pouvoir, Ma a fait un appel pour la trêve diplomatique avec Pékin en soulignant que " l'une et l'autre rive doivent cesser de gaspiller leurs ressources dans une rivalité futile pour acheter la reconnaissance internationale " (Taïwan Info, 2008). Il a affirmé que Taïwan continuera à offrir son aide aux pays en voie de développement, mais cette aide ne sera pas exploitée pour conquérir ou conserver des alliés (Taïwan Info, 2008). Dans un entretien avec le magazine *Time* en 2008, Ma a noté qu' " il

faut mettre un terme à la diplomatie du chéquier qui crée un cercle vicieux pour les deux pays, attaquer le problème à la racine et éviter de donner de l'argent aux alliés uniquement à des fins politiques ” (Time, 2008).

L'essentiel de sa politique étrangère qui se basait sur “ le consensus de 1992 ”³ était le rapprochement entre Taïwan et la Chine continentale. Ce changement, qui correspond aux demandes de Pékin, a amélioré significativement les relations bilatérales comme la reprise du dialogue officiel entre les deux capitales, l'ouverture de liaisons aériennes charters directes et les signatures des différents accords économiques et commerciaux le montre. Ce rapprochement entre les deux rives du détroit de Taïwan a fortement été soutenu par les États-Unis qui ne souhaitent voir ni une tension régionale ni une interférence déstabilisatrice envers l'Amérique centrale et les Caraïbes.

Avant de traiter les facteurs qui ont contribué à ce changement radical de politique étrangère, il serait utile d'aborder l'analyse de changement de politique étrangère qui reste marginalisé, que ce soit au niveau théorique ou empirique.

3.1. Le changement de politique étrangère et le modèle de Gustavsson

Le sujet du changement en politique étrangère n'a pas été traité à fond et les travaux sur la politique étrangère ont été consacrés à l'explication des continuités (Hermann 1990; Rosati 1994). C'est pour cette raison que le nombre de travaux traitant de la question du changement en politique étrangère a été limité. Les principaux travaux qui abordent ce sujet sont ceux de Kal Holsti (1982), Kjell Goldmann (1988), Charles Hermann (1990), David Skidmore (1994), Jerel Rosati (1994) et Jakob Gustavsson (1999).

Holsti affirme que les facteurs externes, internes, historiques et culturels (les variables indépendantes) facilitent le changement de politique étrangère. Mais à part ces variables indépendantes, il existe aussi des variables intermédiaires qui contribuent à la restructuration: “les perceptions des décideurs politiques, le processus de prise de décision, la personnalité des dirigeants et les attitudes de l'élite envers les acteurs extérieurs” (Holsti, 1982: 14). D'une manière similaire, Hermann affirme qu'un changement de politique étrangère est le résultat de quatre sources principale: le leader; la bureaucratie; la restructuration nationale; les chocs externes. En plus de ces variables indépendante, il faut également tenir compte du processus de prise de décision

3 Cet accord affirme que la RPC et Taïwan appartiennent à une seule Chine, bien qu'il puisse y avoir interprétation quant à la signification de ce terme.

comme le variable intermédiaire pour pouvoir expliquer le changement. A la fin, Hermann (1990: 5) distingue quatre types de changement: les changements d'ajustement ou d'adaptation (une modification de l'effort exercé pour atteindre des objectifs), les changements de programme (des modifications dans les moyens utilisés pour poursuivre des objectifs), les changements de problème ou d'objectif, les changements d'orientation internationale (transformation fondamentale du rôle et des activités d'un pays sur le plan international).

Quant à Goldmann, il propose trois sources pour expliquer le changement de politique étrangère en donnant une attention particulière sur les contraintes structurelles: le changement dans l'environnement international; les leçons apprises des expériences passées; le changement dans la politique intérieure. Considérant le processus de prise de décision comme la principale variable intermédiaire, Goldmann (1988: 26-27) identifie un éventail de variables stabilisateurs (qui favorisent la continuité de la politique étrangère) de quatre ordres: international, cognitif, politique nationale et administratif. Il se concentre particulièrement sur les stabilisateurs cognitif et administratif comme les principaux facteurs qui empêchent le changement.

Skidmore (1994: 45) propose un modèle plus général qui se concentre toujours sur les contraintes structurelles en distinguant deux types de changement: le changement évolutif et le changement sporadique. Ce sont les contraintes externes et les contraintes domestiques façonnent le changement. Si un État est fort au plan international, mais faiblement centralisé, le changement de politique étrangère serait sporadique. Si l'État est faible au plan international et fortement centralisé, le changement serait évolutif.

Carlsnaes critique les modèles linéaires des entrées-sorties de changement de politique étrangère d'avoir négligé la complexité des relations entre agency et structure. Pour lui, le facteur essentiel dans le changement de politique étrangère est l'agent humain qui est généralement représenté par le leader politique, puis qu'il prend la plupart des décisions en politique étrangère (Carlsnaes, 1993: 5-6).

Rosati (1994: 222) considère que "la politique étrangère est soumise à des dynamiques cycliques où l'interaction de l'État, de la société et de l'environnement mondial produit un processus dialectique dans lequel la politique étrangère du gouvernement évolue à travers différents cycles de phases dans le temps: d'une période de stabilité (ou d'équilibre) dans laquelle la continuité de la politique tend à prévaloir à une période de transition (ou de déséquilibre) dans laquelle un changement de politique est le plus probable." Par exemple, même si un gouvernement résiste à un changement dans la politique étrangère, cette tendance serait parfois interrompue par une crise politique.

Quant à Gustavsson (1998: 18-20), il regroupe les principales études sur le changement de politique étrangère en trois catégories: le modèle de liste de contrôle (le modèle d'Holsti et d'Hermann), le modèle des contraintes structurelles (le modèle de Goldman et de Skidmore) et le modèle cyclique (le modèle de Carlsnaes et de Rosati). Il affirme que les modèles développés par Holsti et Hermann sont dépourvus d'une base théorique suffisante et ils fournissent seulement des outils d'analyse qu'ils peuvent être utilisés pour faire des études empiriques (Gustavsson, 1998: 19). Même si les modèles de Goldman et de Skidmore offrent un cadre analytique suffisamment élaboré, ils négligent que l'impact des différents stabilisateurs peut varier entre les différents types de systèmes de prise de décision. Quant aux modèles cycliques de Carlsnaes et de Rosati, ils sont très généraux et assez complexes pour pouvoir donner des résultats empiriques selon Gustavsson (1998: 20).

En partant de ces critiques, il propose un modèle alternatif qui constitue "une voie plus prometteuse pour l'étude du changement de politique étrangère" (Gustavsson, 1999: 74). Il souligne qu'une théorie doit se concentrer sur l'apparition simultanée de changement dans les conditions structurelles fondamentales, la perception individuelle des décideurs politiques et la présence d'une crise. Autrement dit, selon lui, il faut faire une analyse qui tient compte non seulement des facteurs systémiques mais aussi des acteurs. Gustavsson (1999: 83) considère que les conditions structurelles fondamentales (les sources du changement de politique étrangère) sont de deux ordres: les facteurs internationaux et les facteurs nationaux. Ces deux principales catégories sont à diviser en deux dimensions: la dimension politique et la dimension économique.

Au niveau international, Gustavsson fait une distinction entre la politique internationale (relations entre les puissances et les politiques de sécurité nationale traditionnelle) et l'économie politique internationale (les transactions économiques transfrontalières). Au niveau national, les facteurs politiques impliquent le soutien des électeurs, les parties politiques, la société civile, etc. Quant aux facteurs économiques, ils comprennent le niveau général de développement économique du pays qui peut être mesuré par des indicateurs économiques.

L'importance de ces facteurs découle de leurs influences sur la décision des décideurs politiques, autrement dit, ce qui est important c'est la perception de ces facteurs internationaux et nationaux par les décideurs politiques les plus influents. Ce modèle suppose que si le/les décideur(s) principal(aux) est/sont convaincu(s) de la nécessité d'un changement en politique étrangère, cette opinion influencerait les autres acteurs impliqués dans le processus de prise de décision. C'est pour cette raison qu'une analyse au niveau individuel est primordiale pour ce modèle.

Afin de démontrer le changement dans la politique étrangère taïwanaise durant la présidence de Ma Ying-Jeou, on utilise l'approche de Gustavsson, puisque son approche donne la possibilité de faire une analyse compréhensive en prenant en compte non seulement les facteurs structurels mais aussi le rôle du leader.

3.2. La trêve diplomatique dans le cadre du modèle de Gustavsson

En faisant recours au modèle de Gustavsson, on peut d'abord dire que les conditions structurelles fondamentales favorisent le changement. Les bénéfices économiques escomptés étaient un facteur crucial pour l'adoption de la trêve diplomatique. Les investissements, les échanges commerciaux et les touristes chinois ont contribué à dynamiser l'économie taïwanaise et le taux de croissance a dépassé 10% en 2010 (Statistique mondiale, 2015). On peut affirmer que la trêve diplomatique a été incorporée dans l'Accord-cadre de coopération économique entre la Chine et Taïwan - un accord de libre échange entre ces deux pays - signé en juin 2010. Visant à une réduction mutuelle des tarifs douaniers, cet accord a débloqué des opportunités commerciales massives.

Néanmoins, la dépendance de Taïwan envers la Chine continentale qui s'est accrue au cours des années, a engendré la crainte que les liens économiques peuvent ouvrir la voie à une tutelle politique de Pékin. " Cela pourrait rapprocher d'un pas l'île du continent (...) Au fur et à mesure que Taipei devient plus dépendant économiquement, ses options politiques se réduisent " dit Yang Yung-ming, spécialiste de sciences politiques à la Soochow University de Taipei (Le Figaro, 2010). C'est cette crainte qui amènera les étudiants à occuper le parlement taïwanais et manifester pendant plus d'un mois contre le traité de libre-échange entre les deux pays. On peut dire que " si la majorité des Taïwanais est en effet en faveur de la détente dans le détroit et du maintien actuel du statu quo, ils sont soucieux du respect de leur souveraineté et de leur indépendance " (Muyar, 2008).

En outre, Ma a été élu sur des promesses de relance économique et les Taïwanais attendaient du nouveau gouvernement qu'il réalise ses engagements d'une hausse rapide de leurs revenus et opportunités économiques (Muyar, 2008). De plus, la nette préférence parmi les Taïwanais pour le maintien du statu quo (53,8 % des Taïwanais préféraient le maintien du statu quo pour toujours ou pour une longue période en 2003, ce chiffre s'est élevé à 59,5 % en 2014) a facilité la mise en oeuvre d'une telle politique (Election Study Center, 2014). Les sondages réalisés en 2007 et début 2008, autrement dit, juste avant l'accession au pouvoir de Ma démontrent nettement que les Taïwanais souhaitent développer des

relations avec les autres pays, ainsi que la RPC. Seulement 2% des répondants s'opposent aux vols directs entre Taïwan et la RPC (Sobel *et al*, 2010: 797). C'est-à-dire, l'opinion publique était favorable à un tel rapprochement entre les deux pays et à une politique étrangère non-offensive.

Quant aux dimensions politique et économique des facteurs internationaux, une autre raison derrière l'adoption de la trêve diplomatique par Ma était la difficulté apparente de rivaliser avec la Chine continentale sur la scène internationale. Grâce à son développement économique impressionnant durant les trois dernières décennies, la RPC est devenue une puissance économique, politique et militaire. Il faut rappeler qu'avec des échanges s'élevant à 4 160 milliards de dollars en 2013, la Chine a établi un nouveau record et revendiqué la place de première puissance commerciale au monde devant les États-Unis (Renier, 2014). Selon le Fonds monétaire international, la Chine conservera sa deuxième place après les États-Unis, avec un PIB 2016 en hausse de 8% (12 254 milliards de dollars) par rapport à 2015 (Deleneuville, 2016). Les initiatives chinoises ambitieuses de la nouvelle banque de développement des BRICS, la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, et la Ceinture et de la Route de la Soie contribueront à augmenter l'influence politique de la Chine sur la scène mondiale.

Du fait de cette puissance économique et commerciale, la RPC a significativement développé ses relations avec les pays de différentes régions du monde et elle a parallèlement renforcé son influence politique. L'Amérique latine est l'une de ces régions où la pénétration économique de la Chine est incontestable. La valeur du commerce chinois avec les pays d'Amérique latine est passée de 12,6 milliards de dollars en 2000 à près de 70 milliards de dollars en 2006, 180 milliards de dollars en 2010 et environ de 300 milliards de dollars en 2015 (Wu, 2015). En 2006, la Chine est devenue le premier fournisseur de produits manufacturés de l'Amérique latine. Les exportations de l'Amérique latine vers la Chine sont presque exclusivement des matières premières (hydrocarbures, cuivre, minerai de fer, haricots de soja) (Elson, 2014: 44-45). D'autre part, en 2015, le président chinois, Xi Jinping, a annoncé son objectif d'augmenter les investissements à 250 milliards de dollars envers l'Amérique latine et les Caraïbes pour les dix prochaines années (Le Monde, 2015). En conduisant une diplomatie pragmatique, centrée sur l'économie, la RPC est devenue un partenaire crucial pour l'Amérique centrale et les Caraïbes. Pour Taïwan, le Paraguay et 11 États d'Amérique centrale et des Caraïbes forment le groupe des pays le plus important, puisqu'ils soutiennent son statut comme un État indépendant. Si Taïwan les perd, ceci affaiblirait significativement sa revendication de souveraineté. On peut donc dire que Taïwan est un enjeu important pour la RPC dans cette région. L'objectif de la Chine est d'isoler

diplomatiquement Taïwan pour faciliter l'unification sous la formule "un pays, deux systèmes". Le revirement de Costa Rica en faveur de la Chine en 2007 était un coup dur pour Taïwan. Un don de 10 millions de dollars par la RPC, la promesse chinoise pour la construction d'un nouveau stade dont le coût est de 72 millions de dollars et la signature de plusieurs accords dans des domaines différents avec ce pays ont séduit le Costa Rica (Forman et Moreira, 2009: 99). Le risque d'effet domino engendré par le Costa Rica est une crainte majeure pour Taipei. De plus, l'Argentine et le Brésil, deux partenaires régionaux importants de la RPC, cherchent à convaincre le Paraguay de passer du giron taïwanais au giron chinois.

Quant au rôle du leader signalé par Gustavsson, on peut dire que le leadership de Ma était l'un des facteurs explicatifs de ce changement politique. Selon lui, il était nécessaire de retourner au contexte idéologique et politique avant la présidence de Lee. Après avoir été nommé au poste de vice-ministre de la Commission aux affaires continentales, Ma a eu l'occasion de bien observer les risques et les opportunités de la montée en puissance de la Chine pour Taïwan. La visite de Lien Chan, président du Kuomintang en Chine continentale en 2005 a créé une plateforme d'échange entre le Kuomintang et Pékin et donné la possibilité de réaliser des entretiens réguliers surtout pour améliorer les relations économiques et commerciales. Ces canaux de communication ont considérablement facilité les contacts entre l'administration de Ma et Pékin. Il a donc pu mettre en œuvre son politique qui se basait sur l'établissement des relations stables entre Taiwan et la Chine continentale afin de créer une situation gagnant-gagnant. Ma a souligné l'importance d'assurer un consensus sur la coexistence et la coprosperité (Lee, 2011:196).

4. Le Passage de la Diplomatie du Chéquier à la Diplomatie Flexible

La trêve diplomatique qui se basait sur le renoncement de la rivalité pour acheter la reconnaissance internationale a donc mis fin à la diplomatie du chéquier. Pourtant, Taipei n'est pas resté indifférent à la pénétration économique de la Chine dans l'Amérique centrale. Ma a commencé à suivre une approche flexible qui se base sur trois principes: les objectifs doivent être légitimes, le processus doit être légal et la mise en œuvre doit être efficace. Il a affirmé que Taïwan ne s'opposera pas aux relations économiques et culturelles entre ses alliés et la RPC, puisque Taïwan maintient aussi cette sorte de relations avec les pays qui reconnaissent la RPC au lieu de Taïwan (COHA, 2008). De plus, il a nettement souligné que la trêve diplomatique ne réduira pas les aides destinées aux alliés diplomatiques de Taïwan.

Durant ses visites en Amérique centrale, Ma a noté que toutes les questions relatives à l'aide étrangère seraient traitées par les ministères concernés et les responsables publics (Ma, 2008). Cette déclaration a mis en évidence que Ma a pris en compte l'opinion publique taïwanaise qui est de plus en plus sensible concernant les scandales impliquant l'aide taïwanaise et le gaspillage de l'argent. Il faut rappeler qu'au cours de son mandat de 8 ans, Chen a dépensé environ de 1,6 milliards de dollars aux aides et aux projets d'investissement pour ses alliés de l'Amérique centrale sans faire une analyse coûts-avantages (COHA, 2008). Le Kuomintang qui était le parti d'opposition dans cette période a accusé Chen de gaspiller de l'argent et de détériorer l'image du pays (COHA, 2008). D'autre part, les alliés de Taïwan ont connu un certain nombre de scandales impliquant l'aide taïwanaise. Par exemple, l'ancien président de Costa Rica, Michel Rodriguez et l'ancien président de Nicaragua, Enrique Bolanos ont été accusés dans leur propres pays de corruption et de recevoir illégalement des fonds provenant de gouvernements étrangers. Le premier ministre de la Barbade, Owen Arthur a accusé Taïwan d'apporter un soutien financier au parti d'opposition durant la campagne électorale en Janvier 2008 comme un investissement dans sa reconnaissance par ce pays (Olsen, 2009: 22). Tous ces scandales, en donnant l'image que tant que les relations diplomatiques sont maintenues, Taipei ne semble pas se préoccuper de savoir où va l'argent, détériorait la crédibilité du gouvernement taïwanais.

En outre, certains pays comme la Dominique et la Grenade abusait de la diplomatie du chéquier pratiquée par Taïwan et demandaient plus d'aide financière que prévue en menaçant le gouvernement taïwanais de changer de camp. La première demandait plus d'argent pour construire un stade et la deuxième pour renouveler ses infrastructures ravagées par le cyclone Ivan. À la suite de la réponse négative de Taïwan à ces demandes, ces deux pays sont passés du giron taïwanais au giron chinois.

Par ailleurs, Ma a continué les visites de haut niveau de ses prédécesseurs en Amérique centrale. En mars 2016, il s'est rendu au Guatemala et au Belize, dans le cadre du troisième et dernier voyage officiel de son mandat. Au Guatemala, il a prononcé un discours devant le Parlement centraméricain, un forum régional visant à l'intégration des pays d'Amérique centrale. Au Belize, à part le Premier ministre Dean Oliver Barrow, il a rencontré les chefs de gouvernement de Saint-Christophe-et-Niévès, Saint-Vincent-et-les-Grenadines et Sainte-Lucie.

De plus, Taipei a intensifié ses relations économiques avec ses alliés à l'aide des accords de libre échange qui avaient été déjà signés avec le Panama (2003), le Guatemala (2005), le Nicaragua (2006), le Salvador (2007) et le Honduras (2007). Il négocie présentement avec la République dominicaine et le

Paraguay. Après la signature de l'accord de libre échange avec le Nicaragua, le volume du commerce bilatérale a significativement augmenté. L'exportation du Nicaragua vers Taïwan a dépassé 80 millions de dollars en 2015. Dans la même année, il existait 42 entreprises Taïwanaises qui ont généré 6300 emplois (ProNicaragua, 2015). Pourtant, le projet de canal inter-océanique du Nicaragua initié par la RPC afin de relier l'océan Atlantique à l'océan Pacifique en utilisant le lac Nicaragua, est devenu une source d'inquiétude pour Taïwan. Même si la construction de ce nouveau canal interocéanique est controversée, le gouvernement taïwanais s'inquiète de perdre son allié diplomatique en cas de réalisation de ce projet. C'est pour cette raison qu'en 2015, Taïwan s'est engagé à assister techniquement la construction de la porte de Monkey Point qui est un projet prioritaire pour l'amélioration de l'économie nicaraguayenne (Chamorro, 2015). D'autre part, Taïwan a commencé à fournir une assistance technique au Nicaragua par une série de projets dans différents domaines comme l'amélioration de l'agriculture et de l'élevage, la transformation alimentaire, et la fabrication de chaussures. Il y a aussi des projets d'investissement et de prêt pour la construction de l'agriculture et la reconstruction de logements post-catastrophe (ICDF, 2016).

Le volume du commerce entre Taïwan et le Guatemala s'est élevé de 100 millions de dollars à 160 millions de dollars en 2014. L'investissement de Taïwan au Guatemala a augmenté: il se chiffre à 43 millions de dollars, en créant 1400 emplois dans ce pays (Wu, 2015). Taipei a contribué également aux travaux d'amélioration de la capacité du commerce électronique et de révision des transactions en ligne pour favoriser le tourisme dans ce pays. Quant au Honduras, le volume du commerce bilatéral a dépassé 60 millions de dollars en 2015. Taïwan a mené des projets portant sur l'agriculture, l'élevage, l'aquaculture et la pêche dans ce pays et contribue au financement de l'amélioration des infrastructures de transport (International Cooperation and Development Fund, 2016). El Salvador était un autre allié diplomatique qui bénéficie des projets d'investissement et d'assistance technique du Taïwan. Ces projets ciblaient plutôt la production des légumes et des fruits, l'aquaculture, le système éducatif et la pollution environnementale (International Cooperation and Development Fund, 2016). Le volume du commerce bilatéral a atteint 100 millions de dollars en 2015. Les projets d'investissement et d'assistance technique du Taïwan au Panama et au Belize se sont concentrés sur la production des légumes et des fruits et la pêche. Le commerce entre Taïwan et le Panama a totalisé 250 millions de dollars en 2014 (Taïwan Trade, 2015). De plus, puisque le projet de canal du Nicaragua, piloté par les chinois est un rival de celui de Panama, ceci a créé une atmosphère propice à la consolidation des relations entre Panama et Taipei (Soria et Garcia, 2015: 157).

Par ailleurs, le gouvernement taïwanais a tenté de pratiquer intensivement une diplomatie publique envers la région afin de gagner les cœurs et les esprits des peuples concernés. Par exemple, comme l'agriculture est un domaine important pour les pays en développement, Taïwan a considérablement investi auprès des systèmes de production pour une agriculture durable au El Salvador. Dans ce pays, les travaux d'artisanat, les missions médicales, la construction de l'autoroute et l'aquaculture étaient les autres domaines sur lesquelles Taïwan concentre ses efforts. Selon le Ministère des affaires étrangères du El Salvador, Taïwan était le plus grand contributeur de l'aide au développement à ce pays et il a fourni le plus grand nombre de bourses d'études pour les étudiants salvadoriens (Alexander, 2011: 281). Après le séisme de 2010 à Haïti qui a fait plus de 230 000 morts et dévasté la capitale, Taïwan a considérablement contribué à la reconstruction et aux projets de développement. La diplomatie publique de Taïwan au Guatemala comprenait l'amélioration de l'infrastructure du pays, la diplomatie médicale, l'éducation, et l'interaction avec les médias nationaux. Taïwan s'est aussi investi dans le secteur de la santé et de l'éducation à Sainte-Lucie.

Grâce à cette nouvelle politique de Ma, les pays concernés de l'Amérique centrale et des Caraïbes ont obtenu la possibilité de bénéficier des subventions, des aides financières, des investissements et des bourses taïwanais sans fermer nécessairement la porte à la RPC. La Chine a aussi montré son intention de continuer la politique de rapprochement avec Taipei, en refusant d'établir des relations diplomatiques avec la Gambie qui avait annoncé la fin de son partenariat avec Taïwan en 2013⁴.

Finalement, on peut dire que le passage de la diplomatie du chéquier à la diplomatie flexible a apporté un nouveau souffle aux relations avec l'Amérique centrale et les Caraïbes. Comme la nature financière de la diplomatie du chéquier permettait à la corruption, les efforts de la diplomatie publique envers les alliés est un moyen important pour corriger l'image du pays et regagner la crédibilité en tant que partenaire responsable.

Conclusion

L'importance de bonnes relations avec la Chine qui est devenue un acteur majeur sur la scène internationale, le positionnement de la Chine dans toute la zone de l'Amérique centrale et des Caraïbes, l'opinion publique Taïwanaise qui

4 La RPC et la Gambie ont signé un communiqué conjoint pour rétablir les relations diplomatiques entre les deux pays en Mars 2016, autrement dit, à la suite de l'élection présidentielle taïwanaise, remportée par Tsai Ing-wen du PDP.

est favorable à une politique étrangère non-offensive envers la Chine continentale et l'influence du leadership de Ma qui percevait la Chine comme un partenaire économique et commercial non négligeable ont ouvert la voie à la trêve diplomatique avec Pékin. Cette nouvelle politique a inévitablement modifié la diplomatie du chèque de Taïwan qui visait la concurrence avec Pékin pour effectuer des soutiens financiers et des investissements envers des pays régionaux en échange de reconnaissance. Il faut également souligner que la diplomatie du chèque n'était plus efficace non seulement en raison des revirements des alliés de Taïwan vers la Chine continentale, mais aussi parce que les Taïwanais étaient mécontents du gaspillage de l'argent ainsi que des scandales impliquant l'aide taïwanaise.

Par conséquent, en mettant un terme à la diplomatie du chèque, Taipei a commencé à pratiquer la diplomatie flexible envers l'Amérique centrale et les Caraïbes. Cette nouvelle diplomatie implique une assistance financière de plus en plus transparente, la consolidation des relations économiques et commerciales, et la mise en œuvre d'une diplomatie publique efficace.

Néanmoins, il ne serait pas faux de dire que la trêve diplomatique a été plus ou moins interrompue à la suite de l'élection de Tsai Ing-wen du PDP comme la première présidente du Taïwan en Janvier 2016, puisqu'elle a affirmé son opposition à la dépendance économique du Taïwan envers la Chine continentale. Même si Tsai a pris soin de souligner que le statut quo serait maintenu et qu'il n'y aura pas d'événement inattendu dans les relations avec la RPC, modérant beaucoup le discours traditionnellement indépendantiste du PDP (Le Point, 2016), les relations bilatérales ont perdu de leur dynamisme. Par conséquent, Pékin est devenu plus favorable aux demandes de revirement présentées par les alliés de Taïwan, comme les cas de São Tomé-et-Principe et de Panama le montre.

Bibliographie

- Alexander, Colin (2011), "Public diplomacy and the diplomatic truce: Taiwan and the People's Republic of China in El Salvador", *Place Branding and Public Diplomacy*, 7: 271-288.
- Carlsnaes, Walter (1993), "On Analysing the Dynamics of Foreign Policy Change: A Critique and Reconceptualization", *Cooperation and Conflict*, 28(1): 5-30.
- Chamorro, Emiliano (2015), "Taiwán podría financiar puerto en Monkey Point", *La Prensa*, 15 juillet
- Ching, Frank (2007), "Taiwan's WHO dreams on hold", *The China Post*, 23 mai.

- COHA (2008), "The big China and Taiwan tussle: dollar diplomacy returns to Latin America", Council on Hemispheric Council, 19 septembre, <http://www.coha.org/the-big-china-and-Taiwan-tussle-dollar-diplomacy-debuts-in-latin-america/> (25.04.2016).
- Deleneuve, Matthieu (2016), "Classement PIB: les pays les plus riches du monde", JDN, 2 Février, <http://www.journaldunet.com/economie/magazine/1171985-classement-pib/> (27.04.2016).
- Election Study Center (2014), "Taiwan independence vs. unification with the Mainland trend distribution in Taiwan (1992/06~2014/12)", Election Study Center, Taipei, National Chengchi University, <http://esc.nccu.edu.tw/course/news.php?Sn=167> (27.04.2016).
- Elson, Anthony (2014), "Un dragon parmi les iguanes", *Finances & Développement*, 44-46.
- Exposito, Francisco (2004), "Taiwan y America Latina: Estrategia de aproximacion y situacion actual", UNISCI Discussion Papers.
- Forman, Johanna and Susana Moreira(2009), "Taiwan-China balancing act in Latin America", McGiffert, Carola (Ed.), *Chinese Soft Power and Its Implications for the US* (Washington: Center for Strategic and International Studies): 97-101.
- Goldmann, Kjell (1988), *Change and stability in foreign policy: the problems and possibilities of détente* (Princeton, N.J: Princeton University Press).
- Gustavsson, Jakob (1999), "How Should We Study Foreign Policy Change?", *Cooperation and Conflict*, 34(1): 73-95.
- Gustavsson, Jakob (1998), *The Politics of Foreign Policy Change. Explaining the Swedish Reorientation on EC Membership* (Lund: Lund University Press).
- Hermann, Charles F. (1990), "Changing course: when governments choose to redirect foreign policy", *International Studies Quarterly*, 34(1): 3-21.
- Hickey, Dennis van Vranken (2007), *Foreign policy making in Taiwan: from principle to pragmatism* (New York: Routledge).
- Holsti, Kalevi J. (1982), *Why nations realign: foreign policy restructuring in the postwar world* (London: Allen & Unwin).
- International Cooperation and Development Fund (2016). <https://www.icdf.org.tw/> (30.04.2016).
- Johnson, Tim (2005), "In the battle of dollar diplomacy, Taiwan losing ground to China", *McClathy*, 6 juin. <https://www.mcclatchydc.com/latest-news/article24447634.html> (30.04.2016).
- Le Point (2016), "Après la présidentielle à Taiwan, Pékin met en avant sa "retenue" ", 18 février.
- La Jornada (2007), "Taiwán comprará toda la producción cafetalera de Nicaragua ", 27 août
- Le Figaro (2010), "Commerce: accord Chine-Taiwan ", 29 juin.
- Le Monde (2015), "La Chine promet d'investir 250 milliards de dollars en Amérique latine ", 8 janvier.
- Lee, Ming (2011), "Cross-Taiwan Straits Relations and Ma Ying-jeou's Policy of Diplomatic Truce", Cai, Kevin (Ed.), *Cross-Taiwan Strait Relations since 1979* (Singapore: World Scientific): 187-216.
- Lee, Wei-chin (1994), "ROC's foreign aid policy ", Hu, Jason (Ed.), *Quiet Revolutions on Taiwan* (Taipei: Kwang Hwa Publications): 331-360.
- Lin, Fangyan (2002), "Health: new diplomacy strategy ", Taipei Journal, 13 septembre.
- Liu, Iris (2008), "The big China and Taiwan tussle: dollar diplomacy returns to Latin America", *Council on Hemispheric Affairs*, 19 Septembre, www.coha.org/2008/09/the-big-china-and-taiwan-tussle-dollar-diplomacy-debuts-in-latin-america

- Lu, Michel (2011), " La stratégie indirecte de la diplomatie économique Taïwanaise", *Géoéconomie*, 56(1): 79-86.
- Ma, Ying-jeou (2008), " The concept and strategy of the flexible diplomacy ", Office of the president, Republic of China, 5 août, <http://www.mac.gov.tw/ct.asp?xItem=60723&ctNode=6533&mp=202> (27.05.2016).
- Michel, Serge et Michel Beuret (2008), *La Chinafrique* (Paris: Grasset&Fasquelle).
- Mora, Frank (1999), "Sino-Latin America relations: sources and consequences, 1977-1997 ", *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, 41(2): 91-116.
- Muyar, Frank (2008), " Relations Taïwan-Chine: la nouvelle politique chinoise de Ma Ying-jeou ", GIS Asie, Novembre.
- Office of the President Republic of China (2002), "President Chen Receives Panamanian National Legislative Assembly President Ruben Arosemena Valdez", 15 août, <https://english.president.gov.tw/NEWS/483> (12.05.2016).
- Olsen, Brian Richard (2009), *The role of dollar diplomacy in China-Taiwan diplomatic competition in the Caribbean and Central America*, Mémoire d'Etudes internationales, Simon Fraser University, 2009.
- Lewis, Paul (2002), "Continuation of U.N. Force in Macedonia Faces a Chinese Veto", *New York Times*, 25 février.
- Pella, John et Yana Zuo (1995), " Reconstructing identity to fit international society: English school theory, constructivism, and the case of Taiwan ", School of Sociology, Politics, and International Studies, University of Bristol Working Paper 05-09, 19 March.
- People's Daily (2002), " Les trois communiqués conjoints sino-américains ", 20 février.
- ProNicaragua (2015), " Nicaragua continues to foster trade relations with Taiwan ", *ProNicaragua*, 10 juin.
- Renier, Romain (2014), "La Chine, première puissance commerciale au monde Romaine ", *La Tribune*, 10 janvier.
- Rosati, Jerel A. (1994), "Cycles in Foreign Policy Restructuring: the politics of continuity and change in US foreign policy", Rosati, Jerel A., Joe. D. Hagan and Martin W. Sampson III (Eds.), *Foreign Policy Restructuring: How Governments Respond to Global Change* (Columbia: University of South Carolina Press): 221-261.
- Skidmore, David (1994), "Explaining state responses to international change: The structural sources of foreign policy rigidity and change", Rosati, Jerel A., Joe. D. Hagan and Martin W. Sampson III (Eds.), *Foreign Policy Restructuring: How Governments Respond to Global Change* (Columbia: University of South Carolina Press): 43-64.
- Sobel, Richard, William-Arthur Haynes et Yu Zheng (2010), " The polls trends, Taiwan public Opinion trends, 1992-2008: exploring attitudes on cross-strait issues ", *Public Opinion Quarterly*, 74 (4): 782-813.
- Soria, Adrian Bonilla et Paz Milet Garcia (2015), *China en America Latina y el Caribe: escenarios estratégicos subregionales* (San José: CAF).
- Statistique mondiale (2015), " Taux des croissance des pays: 2005-2014 ", Statistique mondiale, http://www.statistiques-mondiales.com/taux_de_croissance.htm (12.05.2016).
- Taiwan Info (2008), " Ma Ying-jeou défend sa proposition de " trêve diplomatique " avec Pékin ", 27 août.
- Taiwan Trade (2015), " 2015 Taiwan trade mission to Panama ", 2 avril.

Taylor, Ian (2002), "Taiwan's Foreign Policy and Africa: the limitations of dolar diplomacy", *Journal of Contemporary China*, 11(30): 125-140.

Time (2008), "Talking to Taiwan's new president", 11 août.

Tsai, Shih-Shan Henry (2005), *Lee Teng-Hui and Taiwan's quest for identity* (New York: Palgrave).

Vermader, Benoit (2009), "Chine-Taiwan: l'apaisement et ses dangers", *Etudes*, 410: 305-316.

Vickers, Edward (2010), "History, Identity and the Politics of Taiwan's Museums", *China Perspectives*, 3(Special Issue): 92-106.

Wang, Yu San (1990), *Foreign policy of the Republic of China on Taiwan-an unorthodox approach* (New York: Praeger).

Wang, Yuan-kang (2010), "China's Growing Strength, Taiwan's Diminishing Options", *Brookings*, 9 novembre.

Wei, Min (1993), *The bilateral diplomacy of the ROC* (Taipei: Yeqiang Publishing House).

Wu, Hong-Ying (2015), "Le renouveau des relations Chine-Amérique latine", *Chine-Info*, 15 Juillet.